

Crise Financière

Dans les caisses « vides » de l'Etat pour des dépenses utiles à la société, à l'école, aux banlieues, l'emploi..., l'Elysée a pourtant trouvé 3 milliards d'euros pour venir au secours de la banque Dexia, qui finance la moitié des collectivités locales. C'est 2 fois le montant du financement du RSA qui a bien du mal à tenir ses promesses avant même d'être né.

Mais à quoi vont servir ces premiers 3 milliards ? A ce que l'Etat détienne 25% de Dexia, soit une minorité de blocage. Ce droit de regard va-t-il renforcer le rôle social de l'établissement ou bien uniquement viser à rétablir sa « bonne santé », selon les mêmes dogmes libéraux européens et sur les mêmes critères de rentabilité strictement financière à court terme et donc avec toutes leurs répercussions sur le poids de l'endettement des communes et des départements déjà étranglés ? Car si Dexia augmente ses taux d'intérêts des prêts, les collectivités locales seront contraintes d'augmenter les impôts locaux, et au final de faire payer par les populations les conséquences de la crise financière.

Aussi si l'argent public est appelé à sauver l'entreprise, des contre parties sont indispensables : pour avoir des garanties sur le maintien des taux d'intérêts et rompre la spirale des prêts risqués Dexia doit être dans les faits et les actes 100% publique.

L'exemple de Dexia n'est malheureusement pas unique. Le système bancaire en général s'est drogué à la spéculation. Et le renflouement par les contribuables ne peut se faire sans contrepartie.

La banque centrale européenne a injecté 170 milliards d'euros dans les circuits financiers, sans que cela fasse d'ailleurs sourciller la très libérale commission européenne d'ordinaire inflexible pour qu'un Etat ou une collectivité locale puisse intervenir pour sauver l'emploi ou développer une activité industrielle.

Notons au passage qu'on trouve soudainement de l'argent pour sauver des banques alors qu'il n'y en avait pas pour par exemple lutter contre la faim dans le monde ou pour le développement du tiers-monde !!

Bruxelles se montre très active pour apporter son seau d'eau à l'opération de lutte contre l'incendie spéculatif... mais préconise avant tout de ne rien changer !

Le chef de l'Etat, de son côté n'a pas eu de mots assez durs pour pourfendre les ravages du capitalisme financier à Toulon. « L'Europe doit engager une réflexion collective sur sa doctrine de la concurrence » a-t-il dit.

Mais alors pourquoi demander au peuple irlandais de revoter sur le traité européen, pourquoi ne pas, au contraire, abroger définitivement le traité de Lisbonne. En fait, cette crise financière n'est pas que la dérive d'un système : elle montre que c'est le système lui même qui est malade : le système capitaliste, avec son dogme exclusif de rentabilité financière. On le voit avec La Poste qui supprime tournées et bureaux et qu'il faut privatiser pour faire de l'argent, on le voit encore avec Renault qui choisit l'objectif de rentabilité de ses actionnaires et supprime des milliers d'emplois plutôt que de promouvoir une véritable politique industrielle. On le voit encore avec le projet de loi sur le logement et le désengagement de l'Etat pour ce secteur encore un peu plus livré au privé au détriment de la satisfaction des besoins populaires.

.../...

On le voit bien, ce n'est pas seulement une crise financière mais une crise générale qui va avoir des impacts au niveau de l'activité de l'économie « réelle » et sur l'emploi : déjà les premiers touchés chez Renault sont les intérimaires dont les contrats ne sont pas renouvelés et qui viennent nous voir dans nos permanences. Baisse d'activité, cela veut dire diminution du fret et beaucoup de petites entreprises de transport sont déjà exsangues. On parle encore de 180 000 emplois menacés dans le Bâtiment, à l'heure où pourtant les besoins en logement social sont énormes.

Oui décidément, il y a à réfléchir sur un autre usage de l'argent. Le déversement d'argent public actuel doit-il seulement servir à sauver le système pour relancer demain de nouvelles spéculations et allumer la mèche de nouvelles bombes ? Ou bien n'est-il pas urgent de mettre en place des structures bancaires et financières publiques, pour financer des investissements utiles ?

N'est-il pas urgent de créer enfin les FREF que nous proposons depuis des mois, fonds régionaux pour l'emploi et la formation, qui pourraient, adossés à un fonds national, abonder les prêts bancaires aux entreprises de façon sélective selon celles qui favorisent l'emploi ou non.

N'est-il pas urgent d'apporter des réponses nouvelles à la crise du système capitaliste, en mettant à contribution le capital et les revenus du capital, comme nous le préconisons pour notre part, élus communistes, depuis longtemps ?

Pour répondre à la satisfaction des besoins sociaux, n'est-il pas urgent que toute la gauche se mobilise enfin pour une réforme globale des fiscalités nationales et locales ?

C'est en tout cas ce que semble attendre une majorité de français, selon un sondage réalisé par CSA pour l'Humanité Dimanche : en effet, ils souhaitent à 54 % une transformation radicale et en profondeur du système capitaliste contre 40 % qui voudraient seulement l'aménager ou le laisser tel quel (4 %). 60 % des personnes interrogées jugent que nous avons affaire à une crise générale du système capitaliste et non à une crise boursière passagère provenant de quelques excès des marchés notamment américains.

Cette même enquête montre que 73 % des français refusent les privatisations de la Poste, 84 % de la santé, 71 % de l'énergie, 68 % des transports en commun.

Il y a décidément là matière à réflexion.